

## CONSEIL DES MINISTRES DU VENDREDI 5 AOUT 2011

Le Conseil des ministres s'est réuni aujourd'hui sous la présidence du Premier ministre, Dr Navinchandra Ramgoolam, GCSK, FRCP.

### Le sommaire des délibérations et les décisions

#### 1. Retombées de mission du Premier ministre à Londres et à Paris

Le Conseil a pris note des retombées de la récente mission du Premier ministre, Dr Navinchandra Ramgoolam, GCSK, FRCP à Londres et à Paris.

A une réunion de l'*Inner Temple's Bench Table* le 3 mars 2011, le Premier ministre a été élu à l'unanimité comme *Overseas Bencher* de la *Honourable Society* de l'*Inner Temple*. Le Premier ministre a reçu l'*Overseas Bencher Award* le 28 juillet 2011 lors de la *Trinity Term Call Night* au *Temple Church*. C'est la plus grande distinction que le *Inn* confère à ceux de ses membres étrangers qui se sont distingués sur les plans légal et public dans leur pays et c'est la première fois que cette distinction est décernée à un Mauricien.

A Londres, le Premier ministre a également eu:

- (a) une séance de travail avec M. Philippe Sands, QC, avec lequel il a passé en revue les récents développements quant aux procédures entamées par Maurice sous l'*Annexe VII* de la Convention des Nations unies sur le droit de la mer et en particulier, les développements par rapport à la contestation du juge Christopher Greenwood par Maurice;
- (b) une séance de travail avec Lord Phillips of Worth Matravers, président de la Cour Suprême du Royaume-Uni, et Lord Hope of Craighead, Kt, Vice-président de la Cour Suprême du Royaume-Uni. Les deux juges qui ont exprimé leur satisfaction quant à la relation continue entre Maurice et le *Judicial Committee* du *Privy Council* ont déclaré que le *Judicial Committee* serait heureux de siéger à nouveau à Maurice; et
- (c) une réunion avec la Baronne Catherine Ashton, Haut représentant de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité et Vice-présidente de la Commission européenne, sur les questions liées à la mise en œuvre par Maurice de l'accord intérimaire de partenariat économique entre l'Afrique orientale et australe et la Commission européenne, aux négociations pour la conclusion d'un Accord de partenariat économique complet avec l'UE, et à la piraterie dans l'océan Indien. La Baronne Ashton a agréé d'examiner les questions soulevées par le Premier ministre.

Le Premier ministre était également présent à la cérémonie de signature de l'accord entre le gouvernement de Maurice, le *Mauritius International Arbitration Centre Ltd (MIAC)* et la *London Court of International Arbitration* en vue de faire de Maurice un centre d'arbitrage international. Le MIAC est une compagnie mauricienne à responsabilité limitée, appartenant au gouvernement et mise sur pied exclusivement pour opérer un centre d'arbitrage à Maurice.

A Paris, le Premier ministre, en sa capacité de président en exercice de la Commission de l'Océan Indien, a eu une réunion avec M. Philippe Leysse, Ambassadeur et Délégué à la Coopération régionale, et Mme B. Lederle, Conseillère au ministère français des Affaires étrangères, avec lesquels il a discuté de questions liées à la coopération régionale en général et, en particulier, du rôle de la Commission de l'Océan Indien (COI), ainsi que de la nomination du Secrétaire Général de la Commission en 2012, fonction qui reviendra à un Mauricien. Lors des discussions l'accent était mis sur la nécessité de faire une utilisation optimale des relations bilatérales excellentes entre Maurice et la France en vue de faire avancer l'agenda régional au profit des Etats membres de la COI.

## **2. Un comité ministériel pour le pèlerinage du Père Laval**

Le Conseil a pris note qu'un comité ministériel présidé par le Vice-Premier ministre et ministre de l'Intégration sociale et de l'Empowerment économique a été constitué pour assurer que toutes les dispositions nécessaires sont prises afin que le pèlerinage du Père Laval se fasse dans les meilleures conditions. Feront partie du comité: le ministre des Infrastructures publiques, de la National Development Unit, du Transport routier et de la Marine, le ministre de l'Environnement et du Développement durable, le ministre des Collectivités locales et des Iles, et le ministre des Arts et de la Culture.

## **3. Aide aux petits planteurs : Mise sur pied d'un *Agricultural Calamity Solidarity Scheme***

Le Conseil a donné son aval à la mise sur pied d'un *Agricultural Calamity Solidarity Scheme* pour aider les petits planteurs en cas de calamité naturelle notamment sécheresse, pluviosité excessive et cyclone occasionnant des dégâts aux récoltes. Le Plan, qui sera enregistré auprès du *Small Planters Welfare Fund*, prévoit entre autres une assistance financière pour couvrir le coût des engrais en cas de dégâts au-dessus de 50 pourcent et celui des fongicides en cas de dégâts s'élevant entre 30 et 50 pourcent.

## **4. Amendements au *Legal Aid Act***

Le Conseil a donné son aval à ce que des amendements soient apportés au *Legal*

*Aid Act* pour tenir compte des changements intervenus dans le système légal mauricien et dans la société depuis 1974 quand cette loi avait été faite et pour faciliter l'accès à la justice pour les plus démunis de la société, conformément aux recommandations contenues dans le *Green Paper* préparé par Prof. V.P. Torul et aux commentaires faits par les différentes parties sur le sujet.

#### 5. **Enfants : Nouveaux règlements pour régir le pré-primaire et autres services**

Le Conseil a pris note que le ministre de l'Éducation et des Ressources humaines promulguera les *Early Childhood Care and Education Authority (Registration of Pre-Primary Schools) Regulations* afin de revoir les présents règlements régissant l'enregistrement, le contrôle et la supervision des écoles pré-primaires et d'étendre leur application aux services s'occupant d'enfants.

#### 6. **Convention des Droits de l'Enfant : Le rapport périodique combiné sera soumis aux Nations unies**

Le Conseil a donné son aval à ce que le Troisième, quatrième et cinquième rapport périodique combiné sur la mise en œuvre de la Convention des Droits de l'Enfant soit soumis au Comité des Nations unies pour les droits de l'enfant. Le rapport contient, entre autres, des observations sur les commentaires faits par le Comité sur le 2<sup>e</sup> rapport périodique et énonce les mesures prises par le gouvernement pour mettre en œuvre les dispositions des Articles de la Convention. À la lumière des actions initiées pour combattre la prostitution infantile, Maurice qui était classé dans la catégorie 2 de la liste de surveillance du rapport 2005 des États Unis sur le trafic de personnes a progressé en catégorie 1 en 2009. De plus, le gouvernement mauricien s'est révélé être le gouvernement le plus *child-friendly* en Afrique.

#### 7. **Deuxième programme de formation pour aide-soignants**

Le Conseil a pris note que le ministère de la Sécurité sociale, de la Solidarité nationale et des Institutions réformatrices organisera bientôt un deuxième programme de formation à l'intention des aide-soignants (*carers*), menant au *National Certificate for Care of the Elderly and Disabled (Level 3)*. Ce programme vise à constituer un pool d'aide-soignants formés pour s'occuper des personnes âgées et des personnes qui souffrent de handicaps. Le programme couvre les questions liées à la santé, les soins à domicile aux personnes âgées et aux handicapés, et leur bien-être social. Le *National Certificate for Care of the Elderly and the Disabled* est accrédité par la *Mauritius Qualifications Authority*. Au cours du premier programme, 43 stagiaires avaient complété la formation avec succès et ont obtenu leur certificat.

## 8. Enfants : Promulgation des *Child Protection (Mentoring Order) Regulations*

Le Conseil a pris note que la ministre de l'Égalité des Genres, du Développement de l'enfant et du Bien-être de la Famille promulguera les *Child Protection (Mentoring Order) Regulations* qui font provision pour, respectivement, un formulaire de demande pour un *Mentoring Order* et l'octroi du *Mentoring Order*. L'objectif du *Child Mentoring Scheme* est d'apporter un soutien aux enfants âgés entre 10 et 16 ans souffrant de légers troubles de comportement par rapport à leur développement social et émotionnel.

## 9. Pollution marine dans le sud ouest de l'océan Indien : Signature d'un accord sur le plan de préparation et de réaction

Le Conseil a agréé à ce que Maurice signe l'accord portant sur le plan régional d'urgence de préparation et de réaction aux incidents majeurs de pollution marine dans l'océan Indien occidental. Le plan préconise la mise sur pied d'un centre de coordination régional en vue de renforcer les capacités des pays signataires dans la région de l'océan Indien occidental afin de réagir efficacement en cas d'incidents de pollution marine. Il vise aussi à promouvoir le dialogue, échanger des données, veiller à la mise en œuvre, dans les meilleures conditions, de ce projet et promouvoir la coopération avec d'autres centres semblables et l'Organisation maritime internationale.

## 10. Les réserves de Bras d'eau et de Mare Sarcelles proclamées parc national

Le Conseil a pris note que les réserves de Bras d'eau et de Mare Sarcelles ont été proclamées parc national sous le *Wildlife and National Parks Act* afin de mieux protéger ces réserves, qui servent d'habitat à plusieurs espèces d'oiseaux comme la petite hirondelle, le picpic et le gobe-mouche (*Flycatcher*), cette dernière étant une espèce endémique hautement menacée. Ces réserves sont aussi le havre d'une orchidée indigène, *Onnelia Aphrodite*. Le parc sera désormais connu comme le *Bras d'Eau National Park*.

## 11. Travailleuses du sexe : Le Conseil prend note du rapport d'enquête

Le Conseil a pris note des principales conclusions et recommandations du rapport d'enquête de surveillance biologique et comportementale auprès des travailleuses du sexe effectuée à Maurice en août 2010 par Dr Lisa Johnston, consultante auprès de l'*Office des Nations unies* contre la drogue et le crime, en collaboration avec le ministère de la Santé et de la Qualité de la Vie.

Les principales conclusions sont, entre autres, que:

- (a) plus de 50% des travailleuses du sexe sont dans la catégorie d'âge située entre 20 et 34 ans;
- (b) 38,9% des travailleuses du sexe sont mariées et 43,9% sont célibataires;

- (c) 81,9% des travailleuses du sexe dépendent exclusivement du travail sexuel;
- (d) 73,5% des répondantes consomment de l'alcool, 28,3% utilisent des drogues (illégales) non injectables et 37,4% prennent des drogues (illégales) injectables;
- (e) 60,3% des répondantes ont indiqué qu'elles ne se sont jamais soumises à des tests de dépistage du VIH; et
- (f) 28,9% des travailleuses du sexe sont infectées par le VIH.

Le ministère de la Santé et de la Qualité de la Vie a déjà initié des mesures pour la mise en œuvre des recommandations du rapport relatives à la prévention et au traitement du VIH et de l'hépatite.

#### 12. Gastroentérite : Mesures additionnelles pour réduire le nombre de cas

Le Conseil a pris note des mesures additionnelles prises par le ministère de la Santé et de la Qualité de la Vie dans le but de réduire le nombre de cas de gastroentérite, notamment la mise sur pied d'une campagne de sensibilisation agressive portant sur les mesures préventives à être adoptées par le public.

#### 13. Sucre/ACP : Retombées de mission ministérielle au Mozambique

Le Conseil a pris note des retombées de la récente mission du ministre de l'Agro-industrie et de la Sécurité alimentaire au Mozambique où il a participé à la douzième conférence ministérielle des ACP sur le sucre. Le thème de la conférence était: **Les perspectives pour les ACP à la lumière des tendances changeantes du marché global.**

Les principaux thèmes abordés lors de cette conférence étaient:

- (a) les perspectives pour le régime sucre de l'UE sous les conditions actuelles, et vision pour l'avenir;
- (b) les opportunités et les perspectives d'avenir sur le marché global et les menaces dans le secteur sucre;
- (c) promouvoir la compétitivité des industries sucrières des ACP; et
- (d) les stratégies des ACP pour gérer les défis de la réforme.

#### 14. Education à distance : Retombées de mission ministérielle en Tanzanie

Le Conseil a pris note des retombées de la récente mission du ministre de l'Education tertiaire, de la Science, de la Recherche et de la Technologie en

Tanzanie où il a participé à la troisième conférence du Conseil d'Afrique pour l'éducation à distance. Le Conseil est un organisme éducatif continental réunissant des universités africaines et d'autres établissements d'enseignement supérieur engagés dans l'élargissement de l'accès à une éducation de qualité et la formation à travers l'apprentissage ouvert et à distance. Le thème de la conférence pour l'année 2011 était: **Comblé le fossé du développement en Afrique par l'apprentissage ouvert et à distance.**

En marge de la conférence, le ministre a eu des réunions avec, entre autres:

- (a) le Professeur Kanwar, vice-président du *Commonwealth of Learning* qui a convenu de soutenir la mise sur pied de l'*Open University of Mauritius*; et
- (b) le Professeur Jegede, secrétaire général de l'Association des Universités Africaines qui aidera Maurice à harmoniser les qualifications pour permettre le transfert de crédit.

05 août 2011

Government Information Service  
Prime Minister's Office  
Port Louis